

## Document

### Pourquoi Ennahdha s'attaque à la langue de Molière

(slate.fr)

**3 novembre 2011**

***En s'en prenant à la langue française, le parti Ennahdha règle ses comptes avec Paris et avec les démocrates progressistes.***

Très prudent, pour ne pas dire trop rassurant, quant à ses intentions concernant une remise en cause du mode de vie actuel des Tunisiens et, surtout, des Tunisiennes, le parti Ennahdha a tout de même annoncé la couleur concernant une langue française, enseignée dès le cours primaire, dont il a critiqué l'omniprésence.

*«Nous sommes arabes et notre langue c'est la langue arabe. On est devenu franco-arabe, c'est de la pollution linguistique»* a ainsi déclaré Rached Ghannouchi, le leader du parti religieux.

C'était à la veille de la proclamation du résultat final provisoire du scrutin pour l'Assemblée constituante (90 sièges sur 217 pour Ennahdha) et ces propos ont provoqué une vive émotion en Tunisie (membre fondateur de l'Organisation internationale de la Francophonie) mais aussi en France où, pour de nombreux médias, la victoire des islamistes est (un peu trop vite) analysée comme étant la fin brutale du Printemps arabe (voir à ce sujet l'émission Mots croisés sur France2).

*«De nombreux Tunisiens sont bilingues. La maîtrise de la langue française est un atout. Ennahdha veut créer des problèmes là où il n'y en pas»*, s'indigne un universitaire tunisois qui y voit une nouvelle preuve de l'incapacité du parti religieux à aborder *«les vrais défis de la Tunisie»* ce qui le pousserait à *«trouver des moyens de détourner l'attention de l'opinion publique afin de masquer son incompétence»*.

#### **L'omniprésence symbolique du «donc»**

Du côté d'Ennahdha, on se défend d'avoir déclaré la guerre à la langue de Molière.

*«La langue française ne nous gêne pas. Plusieurs de nos militants la maîtrisent parfaitement. Ce qui pose problème c'est son mélange avec la langue arabe. C'est pour cela que le cheikh Ghannouchi a parlé de pollution»*, déclare à SlateAfrique un dirigeant du parti religieux. A ce sujet, il est vrai qu'une évolution nouvelle se dessine dans le pays où de nombreux arabophones ont de plus en plus tendance à insérer des mots français dans leur discours.

Qu'il s'agisse d'un arabe dialectal ou plus littéraire, la mixtion avec le français est très fréquente. Pour s'en rendre compte, il suffit de suivre l'un des nombreux talk-show qui ont fleuri depuis la chute de Ben Ali sur les chaînes privées (Nesma, Hannibal) ou même publiques. Dans la plupart des cas, la discussion, qui a lieu en langue tunisienne, est ponctuée par des mots et des expressions françaises. Et il faut bien convenir que le mélange n'est pas toujours heureux, ou du moins harmonieux, comme en témoigne l'omniprésence de la conjonction de coordination (ou adverbe de liaison) «donc» (prononcée sous de multiples formes qui vont du «donc» bien pointu à un «da-annk» plus oriental...). Un «donc» dont l'usage intensif, y compris dans les émissions à caractère religieux, est même devenu un motif de plaisanterie dans les quartiers huppés de Tunis.

«*C'est vrai que si l'on continue comme ça, on va se mettre à parler comme les Algériens*» s'amuse un journaliste tunisien, électeur du Parti démocratique progressiste (PDP, désormais dans l'opposition) en faisant référence à la propension de la langue parlée algérienne à capturer, en les «algérianisant», nombre de mots et d'expressions françaises. Exemple : «*n'dir fik blizir*» (je te fais plaisir, très usité à Alger quand il s'agit de dire que l'on veut bien rendre service...)

### **Une attaque frontale contre les élites bilingues et francophones**

Mais la sortie de Rached Ghannouchi ne s'explique pas uniquement par une volonté de préserver la pureté de la langue arabe. Il s'agit d'abord pour lui de maintenir la pression sur ses adversaires démocrates en replaçant la question de l'identité au centre du débat politique. Ainsi, la mise en cause de la langue française, permet-elle de pointer du doigt ceux qui, à gauche, ont été critiqués pour l'avoir utilisée lors de la campagne électorale. Comme en Algérie, mais de manière bien moins aigüe, la dénonciation du «*hizb frança*» (le parti de la France) a été un argument récurrent des «*nahdhaouis*», les militants du parti religieux.

«*En faisant cela, ils visent nombre d'élites tunisiennes, notamment celles qui ont fait leurs études en France et qui sont plus à l'aise avec la langue française dans le privé mais aussi dans le milieu professionnel*», analyse un homme d'affaires qui rappelle que la présence de plusieurs ministres franco-tunisiens dans le premier gouvernement post-Benali – un gouvernement contesté par la rue et qui a fini par tomber – a permis aux islamistes de dénoncer l'influence française.

La polarisation autour de la langue française a d'ores et déjà produit ses effets, car les partis démocrates sont désormais sur la défensive concernant cette question. Pas question pour eux d'émettre le moindre document s'il n'est pas bilingue et ils s'imposent même une vigilance en termes de parité média arabophone – média francophone quant aux interviews accordées. A cela, s'ajoute les précautions oratoires de leurs dirigeants pour justifier l'emploi de la langue française dans un discours ou une intervention télévisée... Et la prudence règne aussi dans la société civile comme en témoigne la décision d'une association tunisienne spécialisée dans l'économie sociale de différer l'annonce de sa création en attendant la traduction complète en arabe de son programme (rédigé en langue française).

### **Un signal adressé à la France**

Au cours des discussions publiques ou des apartés avec les militants d'Ennahdha, une chose saute aux yeux. L'affaire Alliot-Marie est encore dans toutes les mémoires de même que le soutien inconditionnel de la France au régime de Ben Ali alors que sa police torturait et embastillait les militants islamistes. En s'attaquant à la place de la langue française, Rached Ghannouchi, qui a vécu près de vingt-ans en Grande-Bretagne et dont il se dit à Tunis qu'il a ses entrées à l'ambassade des Etats-Unis, de Turquie et du Qatar, a donc envoyé un signal de fermeté au gouvernement français.

Ce dernier, contrairement à nombre de ses homologues occidentaux, s'est d'ailleurs bien gardé de féliciter Ennahdha pour sa victoire électorale et les propos d'Alain Juppé sur la vigilance de la France en matière des droits de la personne humaine a beaucoup irrité les militants islamistes (mais aussi nombre de Tunisiens ayant voté pour le camp démocrate).

«*Le Protectorat, c'est terminé depuis 1956! Si la France accorde tant d'intérêt aux droits de l'homme, pourquoi n'a-t-elle rien dit quand la police de Ben Ali nous faisait boire de l'eau de Javel?*», s'insurge un «nahdhaoui».

Cette défiance et le caractère sensible du débat sur la langue et l'identité de la Tunisie montrent qu'Ennahdha aura toujours la possibilité de créer la polémique sur cette question. Une réalité dont sont conscients les démocrates tunisiens mais aussi les diplomates français qui s'activent à normaliser les relations entre Paris et la première formation politique tunisienne.